

Op de voordracht van de Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs;  
Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007,  
Besluit :

**Artikel 1.** Het plan met de oriëntaties voor de opleiding tijdens de loopbaan van de personeelsleden die een bevorderingsambt van inspecteur uitoefenen, zoals bedoeld in artikel 28, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, opgenomen als bijlage bij dit besluit, wordt goedgekeurd overeenkomstig artikel 105 van hetzelfde decreet van 8 maart 2007.

**Art. 2.** De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 19 oktober 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs,  
Mevr. M. ARENA

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 4546

[2007/203397]

**7 NOVEMBRE 2007. — Décret modifiant le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, en vue de promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées aux articles 127, § 1<sup>er</sup>, et 128 de la Constitution.

**Art. 2.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, les mots "Le présent décret est, à l'exception de l'article 17, applicable" sont remplacés par les mots "Les articles 1<sup>er</sup> à 16 inclus, 18, 18bis et 19 du présent décret sont applicables".

A l'article 3, § 2, du même décret, les mots "Le présent décret s'applique, à l'exception de l'article 17," sont remplacés par les mots "Les articles 1<sup>er</sup> à 16 inclus, 18, 18bis et 19 du présent décret sont applicables".

**Art. 3.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les mots "Conseil régional wallon" sont remplacés par les mots "Parlement wallon".

**Art. 4.** A l'article 15 du même décret, il est inséré, après l'alinéa 1<sup>er</sup>, un alinéa rédigé comme suit :

"Le rapport d'activités de l'organisme ou, à défaut, le rapport de gestion fait également état de l'application des mesures visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes et de la répartition, en termes de genre, des mandats occupés."

**Art. 5.** A l'article 15, alinéa 2, du même décret, les mots "Conseil régional wallon" sont remplacés par les mots "Parlement wallon".

**Art. 6.** L'intitulé du chapitre V du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

"CHAPITRE V. — Dispositions diverses, transitoires et finales".

**Art. 7.** Il est inséré dans le même décret un article 18bis rédigé comme suit :

"Art. 18bis. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un groupe politique reconnu au sein du Parlement wallon propose, dans le cadre d'une mise en œuvre de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, la désignation de :

- deux personnes : ces personnes doivent être de sexe différent;
- trois personnes ou plus : un tiers, arrondi à l'unité inférieure ou supérieure la plus proche, au minimum du nombre de personnes proposées par le groupe doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le groupe.

Lorsqu'un tiers propose au Gouvernement la désignation au sein de l'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de :

- deux personnes : ces personnes doivent être de sexe différent;
- trois personnes ou plus : un tiers, arrondi à l'unité inférieure ou supérieure la plus proche, au minimum du nombre de personnes proposées par le tiers doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le tiers.

Le tiers peut déroger à ces obligations en communiquant au Gouvernement, en motivant, l'impossibilité de respecter les obligations.

§ 2. Les obligations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ne sont d'application pour la première fois qu'à l'occasion du renouvellement intégral des mandats qui dépendent d'une nomination ou d'une proposition du Gouvernement de l'organe de gestion dont la date est postérieure aux élections régionales de 2009.

Entre-temps et jusqu'à la date d'entrée en application des obligations visées au paragraphe 1<sup>er</sup> pour la première fois, à l'occasion du renouvellement intégral des mandats qui dépendent d'une nomination ou d'une proposition du Gouvernement de l'organe de gestion dont la date est antérieure aux élections régionales de 2009, les règles transitoires suivantes sont d'application :

1<sup>o</sup> lorsqu'un groupe politique reconnu au sein du Parlement wallon propose, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, la désignation de trois personnes ou plus, un tiers au minimum du multiple de trois le plus proche mais inférieur ou égal au nombre de personnes proposées par le groupe doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le groupe;

2<sup>o</sup> lorsqu'un tiers propose au Gouvernement la désignation au sein de l'organe de gestion d'un organisme visé à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de trois personnes ou plus, un tiers au minimum du multiple de trois le plus proche mais inférieur ou égal au nombre de personnes proposées par le tiers doivent être des personnes de sexe différent des autres personnes proposées par le tiers.

Le tiers peut déroger à ces obligations en communiquant au Gouvernement, en motivant, l'impossibilité de respecter les obligations."

**Art. 8.** Il est inséré, dans le même décret, un article 18<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

"Art. 18<sup>ter</sup>. Lorsque le Gouvernement désigne ou propose la désignation, avec ou sans l'intervention d'un tiers, d'une personne pour siéger au sein de l'organe de gestion d'une personne morale non visée à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, ou, par dérogation à l'article 3, § 3, au sein d'une personne morale qui a la forme d'une association sans but lucratif, et ce, conformément au décret ou à l'arrêté portant création de ladite personne morale, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat, les obligations visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes prévues pour les groupes politiques à l'article 18 bis doivent également être respectées."

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 novembre 2007.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Session 2006-2007.*

*Documents du Parlement wallon, 634 (2006-2007) N<sup>os</sup> 1 à 8.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 7 novembre 2007.*

*Discussion - Votes.*

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 4546

[2007/203397]

**7 NOVEMBER 2007. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder met het oog op de bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen, wat betreft de materies geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, bepaalde materies bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder worden de woorden "Dit decreet geldt, artikel 138 uitgezonderd, voor" vervangen door de woorden "De artikelen 1 tot en met 16, 18bis en 18 van dit decreet zijn van toepassing op".

In artikel 3, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "Dit decreet geldt, artikel 17 uitgezonderd, voor" vervangen door de woorden "De artikelen 1 tot en met 16, 18, 18bis en 19 van dit decreet zijn van toepassing op".

**Art. 3.** In artikel 4, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door de woorden "het Waals Parlement".

**Art. 4.** In artikel 15 van hetzelfde decreet wordt na het eerste lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Het activiteitenverslag van de instelling of, bij ontstentenis, het bestuursverslag maakt ook gewag van de toepassing van de maatregelen tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen en van de verdeling van de mandaten tussen beide geslachten."

**Art. 5.** In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door de woorden "het Waals Parlement".

**Art. 6.** Het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgend opschrift :

"HOOFDSTUK V. — Diverse, overgangs- en slotbepalingen".

**Art. 7.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 18bis, luidend als volgt :

"Art. 18bis. § 1. Als een erkende politieke groep binnen het Waals Parlement in het kader van de toepassing van artikel 4, § 1, de aanwijzing voorstelt van :

- twee personen, mogen deze personen niet van hetzelfde geslacht zijn;

- drie personen of meer, mag minstens één derde, afgerond naar de dichtstbijzijnde lagere of hogere eenheid, van het aantal personen voorgedragen door de groep niet van hetzelfde geslacht zijn als de overige personen die hij voordraagt.

Als een derde aan de Regering de aanwijzing binnen het bestuursorgaan van een in artikel 3, §§ 1 tot 2 bedoelde instelling voorstelt van :

- twee personen, mogen deze personen niet van hetzelfde geslacht zijn;

- drie personen of meer, mag minstens één derde, afgerond naar de lagere of hogere eenheid, van het aantal personen voorgedragen door de derde niet van hetzelfde geslacht zijn als de overige personen die hij voordraagt.

De derde kan van deze verplichtingen vrijgesteld worden als hij de Regering laat weten dat hij ze onmogelijk kan nakomen, mits motivering.

§ 2. De voorschriften bedoeld in paragraaf 1 zijn voor het eerst van toepassing bij de volledige hernieuwing, na de gewestelijke verkiezingen van 2009, van de mandaten van het bestuursorgaan die afhankelijk zijn van een benoeming of van een voorstel van de Regering.

Ondertussen en tot de datum van inwerkingtreding van de voorschriften bedoeld in paragraaf 1 zijn, voor het eerst bij de volledige hernieuwing na de gewestelijke verkiezingen van 2009 van de mandaten van het bestuursorgaan die afhankelijk zijn van een benoeming of van een voorstel van de Regering de volgende overgangsregels van toepassing.

#### Steundienst

1° als een een binnen het Waals Parlement erkende politieke groep in het kader van de tenuitvoerlegging van artikel 4, § 1, de aanwijzing van drie personen of meer voorstelt, mag minstens één derde van het dichtstbijzijnde veelvoud van drie, lager dan of gelijk aan het aantal personen voorgedragen door de groep, niet van hetzelfde geslacht zijn als de overige personen die hij voordraagt;

2° als een derde aan de Regering de aanwijzing binnen het bestuursorgaan van een in artikel 3, §§ 1 tot 2, bedoelde instelling voorstelt van drie personen of meer, mag minstens één derde van het dichtstbijzijnde veelvoud van drie, lager dan of gelijk aan het aantal personen voorgedragen door de derde niet van hetzelfde geslacht zijn als de overige personen die hij voordraagt.

De derde kan van deze verplichtingen vrijgesteld worden als hij de Regering laat weten dat hij ze onmogelijk kan nakomen, mits motivering.

**Art. 8.** Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 18ter, luidend als volgt :

“Art. 18ter. Als de Regering een persoon aanwijst of zijn aanwijzing voordraagt, al dan niet met de tussenkomst van een derde, om zitting te hebben binnen het bestuursorgaan van een rechtspersoon die niet bedoeld wordt in artikel 3, §§ 1 en 2, of, in afwijking van artikel 3, § 3, binnen een rechtspersoon die de vorm van een vereniging zonder winst oogmerk heeft, overeenkomstig het decreet of het besluit tot oprichting van bedoelde rechtspersoon, de statuten ervan of de rechten van de Regering in het aandeelhouderschap, moet ook voldaan worden aan de verplichtingen tot bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen waarin artikel 18bis voorziet voor de politieke groepen.”

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 november 2007.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement, 634 (2006-2007) Nrs. 1 tot 8.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 7 november 2007.*

*Bespreking - Stemmingen.*